



La crise sanitaire s'éternise. Et, malgré l'espoir d'en sortir par la vaccination collective, et la possibilité de se projeter enfin dans un avenir plus radieux, nous nous devons de faire le constat de la situation actuelle.

Un des grands principes de la Fonction Publique, la continuité du service, est assuré par les personnels de l'Education nationale. Mais dans quelles conditions ? Eh bien, les mêmes qu'à l'accoutumée : pas de moyens supplémentaires ni matériels, ni humains dans les écoles pour permettre aux personnels d'avoir un peu de sérénité dans leur quotidien et éviter la propagation de l'épidémie.

Le recrutement de personnels sur liste complémentaire aurait été une solution pour alléger les classes et mieux respecter la distanciation physique. Mais c'est le choix de la précarité et de la malléabilité qui a été fait par le recrutement de contractuels.

Les premiers dépistages pour les personnels des écoles ont été proposés à la dernière minute (la veille) sans moyens de remplacement, nécessitant de se déplacer sur le temps de midi dans un autre établissement... Quelle efficacité cette campagne à la va-vite peut-elle avoir dans la gestion de la situation épidémique ? Pour le SNUipp-FSU, la constitution d'équipes mobiles, se déplaçant dans les écoles, pour effectuer des tests antigéniques et des prélèvements salivaires pour les élèves serait une solution plus efficace.

Alors, effectivement, on pourrait se satisfaire de n'avoir, in fine, aucun poste à rendre pour notre département. Mais au vu de la situation actuelle, abonder en postes n'aurait pas été une aberration.

Certes, nous perdons toujours des élèves (- 420 prévus à la rentrée 2021). Pour autant, si nous voulons assurer un service public de qualité sur l'ensemble de notre territoire, nous nous devons de prendre en compte la dimension rurale du département. Petites communes, communes rurales qui paient un lourd tribut dans la proposition de mesures que vous nous faites. Bien sûr, il y a la proposition de créer des postes de BIR. Mais cela ne compenserait pas les fermetures de classes qui dégraderaient l'offre scolaire publique et pénaliseraient des enseignants qui, malgré le contexte, ont continué d'assurer leurs missions d'éducation.

Nous faisons également le constat de la courbe descendante de la scolarisation des moins de 3 ans alors que toutes les études montrent l'impact positif d'une scolarisation précoce notamment pour les enfants issus des classes populaires. Une fermeture en maternelle et c'est le possible départ d'élèves du public vers le privé, qui a la possibilité d'accueillir des TPS à n'importe quel moment de l'année !

La crise actuelle est sanitaire, celle de demain sera économique avec toutes les conséquences sociales qui inéluctablement en découleront. Devons-nous raisonner avec une logique démographique limitant notre horizon alors que les élèves des Vosges auront bien besoin d'une école leur offrant un service de qualité dans un contexte social et économique dégradé ?

L'accent est mis, comme l'année dernière, sur une forte création de postes de remplaçant. Une nécessité ? Oui, si l'on considère la multiplication des burn-out, des disponibilités, des CLM, des demandes de démission, de rupture conventionnelle... autant d'indicateurs qui font état du mal-être dans notre institution. Ne vaudrait-il pas mieux, encore une fois, maintenir ou donner de bonnes conditions de travail ?

L'implantation de BAAZ dans le cadre des mesures en faveur des directeurs d'école est une bonne chose et prend en considération les difficultés de la fonction. Ils devront aider à l'octroi de décharges ponctuelles complémentaires, surtout à certaines périodes bien chargées de l'année scolaire.

Monsieur le directeur académique, vous avez décidé la création de postes de « référents français et mathématiques » à raison de deux postes par circonscription. La FSU a toujours demandé que la formation continue s'étoffe davantage pour répondre aux besoins des enseignants. Si ces créations pourraient nous réjouir, elles nous inquiètent également. Elles nous inquiètent, car ne risquent-elles pas d'avoir pour conséquence pour les CPC un éloignement de leur cœur de mission ? Encore plus d'administratif et moins de présence sur le terrain, en prévention et pas seulement dans les situations critiques ? Souhaitons au contraire que cela leur permette d'être davantage présents dans les classes en assistance pédagogique.

La formation continue ne peut se réduire à des formations dans les disciplines dites « fondamentales ». Il n'y a pas de savoirs qui seraient « essentiels » et d'autres qui ne le seraient pas. L'ouverture culturelle, scientifique, linguistique et sportive favorise la réduction des inégalités.

Alors, oui à un déploiement de maitres-formateurs dans le respect du droit à la liberté pédagogique de chaque enseignant et en lien avec les besoins émanant du terrain. Quant aux conséquences sur les personnels des écoles où auront lieu les transformations d'ECEL en EAPL, les diverses situations devront être clarifiées.

Huit postes de PDMQDC seraient supprimés dans ce projet. Un dispositif qui a pourtant été plébiscité par les enseignants et dont l'importance pour créer du lien et de la synergie dans les équipes n'est plus à démontrer. Encore une fois, on change de ministre et on supprime ce qui fonctionne bien, sans évaluation...

Enfin, dans notre département rural, où les orthophonistes, psychomoteurs, rééducateurs, CMP... font souvent défaut, la reconstitution de RASED complets serait un message fort pour la prise en considération des élèves BEP.

La FSU souhaite, et cela est encore plus valable actuellement, qu'une gestion humaine des ressources s'applique, au regard de l'investissement sans faille des enseignants et AESH, dans l'intérêt de toutes et tous.